[janvier 2003]

« VIEILLE EUROPE » ET NOUVELLE BARBARIE

Alain de Benoist

En stigmatisant avec une arrogance et un mépris sans précédent la France et l'Allemagne comme des représentantes typiques de la « vieille Europe », Donald Rumsfeld a résumé d'un mot ce qu'on ne cesse de lire depuis des mois dans la presse américaine : l'Europe et les Etats-Unis vivent à l'heure du divorce — de la « fracture transatlantique » —, et tout donne à penser qu'ils suivront à l'avenir des chemins de plus en plus divergents. Mais ce que les propos de Rumsfeld confirment également, c'est l'incapacité des Américains à tolérer des alliés indépendants : Washington ne conçoit l'alliance qu'en termes de soumission.

L'objectif de la politique américaine actuelle avait été clairement énoncé dès 1997 par Zbigniew Brzezinski dans son livre, *The Grand Chessboard*. Il s'agit de profiter de l'état d'hégémonie planétaire auquel les Etats-Unis ont accédé depuis l'effondrement du bloc soviétique pour pérenniser l'unipolarité du monde, et donc d'empêcher par tous les moyens l'émergence sur le continent eurasiatique d'une quelconque puissance rivale.

Les Etats-Unis ont les moyens de mettre cette politique en œuvre. Mais ils savent aussi que le temps leur est compté. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, ils représentaient à eux seuls la moitié de la puissance industrielle mondiale. Aujourd'hui, leur part dans la production mondiale n'est plus que de 23 % ; leur part dans le commerce mondial, de 17 %. Ils sont en outre devenus les premiers débiteurs du monde : le déficit de leur balance des paiements est passé de 80 milliards de dollars en 1991 à 450 milliards en 2002 !

A terme, les deux grands rivaux possibles sont la Chine, qui se développe actuellement de façon prodigieuse, et l'Europe, qui dépasse déjà les Etats-Unis par son produit intérieur brut (PIB) et par le nombre de ses habitants.

Mettre la main sur le pétrole irakien, après avoir pris le contrôle des hydrocarbures d'Asie centrale lors de la guerre en Afghanistan, peut permettre à Washington de verrouiller l'approvisionnement énergétique de la Chine, qui sera dans les vingt ans qui viennent de plus en plus dépendante de ses importations de pétrole.

Vis-à-vis de l'Europe, les Etats-Unis poussent à son élargissement, d'abord à de pays de l'Est plus atlantistes que véritablement européens, ensuite à une Turquie qui joue d'ores et déjà un rôle-clé dans le dispositif américain au Proche-Orient, sachant que plus l'Europe institutionnelle gagnera en étendue avant d'avoir mis en place les moyens d'une véritable politique commune, plus elle se condamnera elle-même à la paralysie et à l'impuissance. Les pays de l'Est dont le sommet de Copenhague a entériné l'adhésion à l'Union européenne sont d'ailleurs d'ores et déjà beaucoup plus disposés à accepter le leadership américain (ainsi qu'on l'a vu avec la décision de la

Pologne de choisir des F-16 pour équiper ses forces aériennes) que soucieux de contribuer à la construction d'une Europe qui affirmerait sur la scène internationale une identité politique singulière et une puissance autonome au service d'un véritable projet de civilisation.

La politique, pour les Américains, a toujours été une affaire à la fois commerciale, militaire, religieuse et morale. Cette conception de la politique se situe dans le droit fil d'un messianisme national que les Pères fondateurs tiraient de leur doctrine de la prédestination. L'Amérique aurait pour « mission » de convertir le monde entier à son modèle particulier, et cette « élection » lui donnerait du même coup le droit de diriger le monde — les réfractaires étant dénoncés comme des incarnations du « Mal ».

La nouveauté, aujourd'hui, c'est l'adhésion de la Maison-Blanche à un modèle totalement hégémonique, c'est-à-dire à un modèle fondé, non plus sur la collaboration multilatérale et le partage de la souveraineté, mais sur la volonté affichée de ne plus respecter les règles du droit international ni les contraintes d'un système de partenariat équilibré. La nouveauté, c'est aussi le retour à la doctrine de la guerre préventive, celle-là même que le Japon avait invoquée pour attaquer à Pearl Harbor en 1941 ! Une puissance militaire écrasante (le « *hard power* ») vient ainsi s'ajouter à la puissance commerciale d'un capitalisme financier mondialisé (le « *market power* »).

Mais la supériorité des Américains ne tient pas seulement à leur puissance matérielle. Elle tient aussi au fait que, contrairement aux Européens, ils savent *penser le monde*. Ils le pensent globalement, en fonction de leur singularité historique et de leurs intérêts permanents, mais aussi pratiquement, en symbiose avec les appareils de pouvoir.

L'élection de George W. Bush a marqué l'arrivée au pouvoir de « faucons » maximalistes (Paul Wolfowitz, Donald Rumsfeld, Dick Cheney, Richard Perle, etc., soutenus par des intellectuels comme Robert Kagan, Charles Krauthammer ou William Kristol) qui ont repris à leur compte le vieux rêve américain, mais dans une optique brutale, assise sur l'hégémonisme militaire et l'unilatéralisme sans état d'âmes.

Tout le discours de Washington consiste aujourd'hui à instrumentaliser la « lutte contre le terrorisme » comme l'était autrefois la « défense du monde libre » : pour créer un « nous » composé d'alliés transformés en vassaux et en supplétifs asservis. Ben Laden sert objectivement cette stratégie, en offrant à la « croisade » américaine contre les réfractaires à la démocratie de marché le modèle symétrique inverse de la « guerre sainte » contre les infidèles.

Editorialiste au *New York Times*, William Pfaff écrivait dès le printemps 1999 que « dans les relations entre les Etats-Unis et l'Europe continentale, un changement se profile, porteur de conflits », et que ce changement est le fruit d'une « dynamique historique qui dépasse les gouvernements ». L'une des sources de l'antagonisme, ajoutait-il, réside dans la dérégulation de l'économie globale, qui fait apparaître entre l'Europe et les Etats-Unis des intérêts économiques et industriels inconciliables. « Même si la plupart des Européens ne veulent pas entrer en conflit avec les Etats-

Unis, écrivait Pfaff, ils y seront contraints malgré eux par des questions de domination industrielle et d'enjeux stratégiques vitaux pour leur indépendance ».

Toute hégémonie suscite par définition des résistances. On en a un exemple dans la façon dont une vaste majorité d'Européens (71 % des Allemands, 76 % des Français, 83 % des Italiens) condamne aujourd'hui le projet d'agression militaire américain contre l'Irak. La « vieille Europe » s'oppose ainsi à la nouvelle barbarie.

A. B.